

« La destruction de l'environnement est-elle une condition de la croissance ? »

 abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/09/16/la-destruction-de-l-environnement-est-elle-une-condition-de-la-croissance_5186660_3232.html

Stéphane
Foucart

Des études alarmantes sur la dégradation de la biodiversité ne suscitent aucune réaction à la hauteur des enjeux. Peut-être parce que cette destruction de la nature pourrait doper la croissance, estime dans sa chronique Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».



Chronique. Ce fut l'étude-choc de l'été. Mi-juillet, dans la revue de l'Académie des sciences américaine, Gerardo Ceballos (Université nationale autonome du Mexique) et ses coauteurs donnaient une idée de ce qu'il reste de vivant – sans compter les sept milliards d'humains et la cohorte immense de leurs animaux domestiques – à la surface de la Terre. Au total, concluaient les chercheurs, sur les quelque 180 espèces de mammifères étudiées, presque toutes ont perdu plus de 30 % de leur aire de répartition depuis le début du XX^e siècle et 40 % en ont abandonné plus de 80 %... Depuis 1970, ce sont au moins 50 % des animaux qui ont disparu.

Ces chiffres suscitent bien sûr l'effroi, comme avant eux une litanie de travaux alarmants sur l'érosion de la vie à la surface de la Terre. Et pourtant, rien ne change. Comment mobiliser les responsables politiques, les capitaines d'industrie, les médias ? Comment convaincre de cette évidence qu'il ne faut pas laisser le vivant s'étioler ?

Rien de ce qui n'a pas un intérêt économique immédiatement chiffrable ne semble pouvoir être sauvé. Alors, depuis la fin des années 1970 et singulièrement depuis une quinzaine d'années, économistes et écologues ont développé la notion de « services écosystémiques » : il s'agit de chiffrer les services rendus gratuitement par la nature. La pollinisation (service rendu par les abeilles, certains insectes, oiseaux, etc.) « pèse » ainsi plusieurs centaines de milliards de dollars annuels ; les bénéfices d'un kilomètre de mangrove (absorption de carbone, protection des zones côtières, etc.) sont généralement évalués à plusieurs centaines de milliers de dollars par an ; ceux des récifs coralliens de Guadeloupe s'élèvent, chaque année, à une centaine de millions d'euros, etc. Chaque écosystème pourrait, à l'extrême, avoir une valeur chiffrée et être ainsi intégré au fonctionnement des

économies. Afin, bien sûr, de le protéger.

Un terrible malentendu

Mais il y a peut-être là, hélas, un terrible malentendu. Un malentendu qui pourrait rendre vaine toute volonté de protéger la nature en évaluant la valeur des services qu'elle nous rend gratuitement. Et si la destruction de l'environnement n'était pas seulement une conséquence fortuite de la croissance économique, mais aussi et surtout l'un de ses carburants ? Et si l'érosion des services écosystémiques était, quelle que soit leur valeur, l'une des conditions déterminantes de l'accroissement du produit intérieur brut ? Et si, en un mot, la destruction de la nature était *nécessaire* à la croissance ?

C'est l'idée, assez radicale mais aussi stimulante, soutenue en 2002 par deux économistes italiens dans un article publié par la revue *Ecological Economics*. Voici comment Stefano Bartolini (université de Sienne, Italie) et Luigi Bonatti (université de Trente, Italie) résument l'affaire dans leur jargon : « *Nous présentons dans cet article une vision de la croissance différente du paradigme dominant, expliquent-ils, avec un sens aigu de la litote. Nous modélisons la croissance comme un processus dirigé par les réactions de défense des individus face aux externalités négatives générées par le processus de production.* »

Schématiquement, les deux économistes proposent donc une vision dans laquelle l'activité économique dégrade le tissu social et environnemental. Conséquence de cette dégradation, les services que rendent gratuitement l'environnement social (garder vos enfants, aller vous chercher du pain à la boulangerie, réparer votre système d'exploitation Windows, etc.) ou naturel (polliniser vos cultures, maintenir la fertilité des terres agricoles, etc.) s'érodent. Pour pallier la disparition de ces services gratuits, les agents économiques ont recours à des services marchands. Mais pour y avoir recours, ils doivent disposer de moyens financiers plus importants et doivent donc accroître leur activité économique. Et, ainsi, contribuer à nouveau, un peu plus, à la dégradation du tissu social et environnemental, etc. La boucle est bouclée.

Une sorte de « grand remplacement »

Si cette vision de la croissance est juste, alors toute politique dont le but ultime est l'augmentation du produit intérieur brut est vouée à détruire l'environnement. Rien ne pourrait être sauvé, car l'objectif ultime à atteindre serait une sorte de « grand remplacement » des services gratuits (offerts par la nature ou les structures sociales) par des services commerciaux qui, eux, dopent le PIB. D'où ce paradoxe : plus un écosystème est précieux, plus il peut être rentable, pour maximiser la croissance, de le détruire.

Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), réserve son opinion sur les conclusions de MM. Bartolini et Bonatti, mais confirme l'existence de situations dans lesquelles produire une externalité négative (avoir un accident de voiture, polluer une rivière...) peut augmenter le PIB. « *La disparition des abeilles n'est d'ailleurs pas une si mauvaise nouvelle pour certains économistes, puisqu'elle pourrait conduire au développement et à la commercialisation de solutions techniques de pollinisation* », déplore-t-il. Au reste, ce mouvement est en marche : de plus en plus, pour pallier l'absence des pollinisateurs sauvages, qui disparaissent plus vite encore que les abeilles, des apiculteurs développent des services commerciaux de location de leurs ruches, afin de polliniser les plantations d'amandiers, de pommiers, etc. C'est déjà, en Amérique du Nord, une industrie...

Il faut donc espérer que nos deux économistes italiens se trompent. Car, s'ils ont raison, le fait de se diriger vers un monde devenant progressivement invivable pourrait ne jamais être signalé à nos responsables politiques par une chute de la croissance. Leur unique boussole les amènerait ainsi, et nous avec, droit sur l'orage.